

Projet de motion ponctuelle
EELV Le premier parti écoféministe en actes !

2017-2018 a été l'année de #MeToo. 2019 a vu Denis Baupin, débouté et condamné, suite au procès en diffamation intenté contre les femmes qu'il a agressées. La prise de conscience est là, mais plus que la parole qui s'est libérée, ce sont les oreilles qui se sont ouvertes, notamment à l'intérieur du parti.

Nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers, nous devons faire d'Europe Ecologie les Verts le premier parti écoféministe dans ses pratiques. Être écoféministe, c'est avoir conscience qu'un même système prédateur pille la nature, exploite les femmes, les personnes LGBTQI+, les minorités raciales et les plus vulnérables et opprime une grande partie de l'humanité. C'est lutter contre toutes les formes de domination. C'est le souci des générations futures et la préservation des publics les plus vulnérables. C'est cesser d'adopter et d'avaliser comme mode par défaut des caractéristiques valorisées comme masculines : l'abstraction, la compétitivité, l'agressivité, au profit de valeurs plus constructives, celles-là mêmes que nous défendons à l'extérieur : l'ouverture, la coopération bienveillante et le souci de l'autre. C'est à ce titre que nous gagnerons et conserverons suffisamment de forces militantes pour développer des solutions de rupture face au changement climatique.

L'ouverture, c'est savoir conserver les adhérent.e.s, surtout les femmes, notamment en élaborant un réseau de soutiens féminins dans chaque région et en attribuant plus de moyens pour former contre les violences sexistes au sein du parti. C'est valoriser le travail de toutes et les résultats obtenus, plus que la visibilité. C'est proscrire la notion de domaine réservé et faire en sorte que chaque sujet soit appropriable par toutes et par tous.

L'ouverture, c'est rechercher de nouvelles et nouveaux adhérent.e.s d'où qu'ils et elles viennent en se montrant rigoureuses et rigoureux sur l'accessibilité de notre communication et en organisant chaque événement public à travers ce prisme. C'est en travaillant davantage avec les réseaux d'associations de quartiers populaires, du milieu rural, des combats contre les inégalités...

Et c'est en axant la mobilisation sur l'écoute des habitant.e.s et des problèmes qu'ils et elles rencontrent, notamment les habitantes, souvent lanceuses d'alerte sur les enjeux sociaux et environnementaux.

Nos propositions politiques sont aussi fondées à partir de quotidiens, d'expériences concrètes, d'existences individuelles, car ce que nous défendons pour la société, c'est un **mieux vivre pour chacune et chacun**, un **mieux vivre sobre et résilient**, un **mieux vivre juste et coopératif**. Dès lors, il est indispensable de rendre cela visible dans la façon dont nous déclinons notre projet, dont nous menons nos campagnes et dont nous agissons chaque jour. Il est indispensable de fonder nos propositions à partir de nos quotidiens et expériences concrètes. S'appuyer sur une problématique quotidienne, ce n'est pas de l'anecdote, c'est un sujet politique. Ne pas trouver de place en crèche, avoir des enfants en mauvaise santé en raison des expositions à la pollution de l'air, de l'eau ou des sols, être aidant.e d'un parent éloigné des services publics... On peut balayer ces réalités du revers de la main considérant que "ce n'est pas la priorité" ou les considérer comme des sujets qui sont politiques et intégrer ces expériences concrètes.

La coopération, c'est faciliter les échanges et fournir des garde-fous contre l'agressivité des débats politiques que nous avons dans les différentes instances de décision de notre parti et notamment, dans les échanges virtuels. C'est cadrer efficacement les listes de discussion outils du parti, pour qu'ils soient facilitateurs de débats. C'est assurer avec fermeté et bienveillance un respect des règles de prise de parole paritaire dans les instances internes.

Le souci de l'autre, c'est mettre en place des partages d'expériences efficaces et des systèmes de tutorat, d'ancien.nes élu.e.s et adhérent.e.s en direction des nouvelles et nouveaux. C'est prendre le relais des personnes fatiguées de leurs mandats externes ou internes. C'est porter attention au bien-être des collaboratrices et collaborateurs au sein du parti comme des les institutions, dont le rôle est essentiel dans la mise en oeuvre des politiques publiques écologistes. C'est mutualiser la problématique du temps des femmes, qui ne bénéficient pas toutes d'un partage des tâches équitable à la maison, en plus de leur activité professionnelle, en réduisant le temps des réunions et en s'assurant de les placer à des horaires adaptés. C'est veiller à leur visibilité et à ce qu'elles soient aussi entendues que les hommes, en interne, en tant qu'élues, en tant que candidates, en tant que forces de proposition pour la stratégie de notre mouvement et notre socle programmatique.

Face à l'urgence climatique, nous avons besoin de préserver et d'économiser l'énergie de notre force militante. Nous avons besoin de protéger les publics les plus vulnérables. Nous avons besoin que toutes et tous participent à la lutte contre le changement climatique. C'est le sens d'un parti écoféministe.

Quelles propositions concrètes?

En tant que premier parti écoféministe, Europe Ecologie les Verts s'engage :

- **Concernant la formation interne, moyennant un budget de 2500 € par an**
- à réaliser à chaque nouveau mandat une formation minimale d'une journée pour l'ensemble des membres du Bureau Exécutif, du bureau du conseil fédéral et des Secrétaires régionaux/ales, centrée sur la prévention du harcèlement et des violences sexistes et sexuelles et afin de garantir une bonne connaissance du dispositif existant au sein d'EELV (prévention, écoute, orientation, enquête, sanction)
- à réaliser à chaque renouvellement partiel ou total de ses membres une formation relative aux violences sexistes et sexuelles auprès :
 - du Conseil Statutaire
 - des Commissions Régionales Politiques de Règlement des Conflits (CRPRC)
- à réaliser à chaque nouveau mandat pour l'ensemble des membres du Bureau Exécutif et du bureau du Conseil fédéral, ainsi que pour les secrétaires régionaux - les régions formant les secrétaires départementaux et des groupes locaux - une formation à l'égalité femmes-hommes, centrée sur les outils et méthodes d'animation nécessaires pour garantir des conditions respectueuses et non-sexistes d'animation des débats dans les instances internes (BE, CF en particulier)
- à désigner un·e référent·e égalité au sein du bureau exécutif chargé·e du suivi des formations susnommées

- Concernant la prévention, moyennant un budget de 2 500€ par an

- Au plan national, à mettre enfin en place la cellule d'enquête et de sanction interne dont le principe a été voté en décembre 2016 et qui n'est toujours pas en capacité de fonctionner car moins de la moitié de ses membres ont été désignés (!).
- Assurer une formation d'une journée minimum pour l'ensemble des membres de cette cellule, centrée sur la compréhension du mécanisme des violences sexistes et sexuelles, la connaissance des lois, la prévention du harcèlement et des violences sexistes et sexuelles et la connaissance détaillée du dispositif existant au sein d'EELV (prévention, écoute, orientation, enquête, sanction)
- Modifier la charte signée par les nouvelles et nouveaux élu.e.s, en y intégrant un paragraphe spécifique les engageant contre les comportements sexistes, les violences sexistes et sexuelles et contre le harcèlement (moral et sexuel) de leurs collaborateurs et collaboratrices et les discriminations liées au genre ;
- Encourager la mise en place de bonnes pratiques pour la prévention des violences lors des grands événements d'EELV, avec un service d'ordre lors des événements extérieurs et des référent.e.s pour les soirées, par exemple lors des Journées d'été.

- Concernant l'organisation

- Le retour d'un système de garde d'enfants aux journées d'été, par un personnel agréé et formé, durant les quatre jours d'ateliers, de 9h à 22 heures, selon un ratio d'un.e garde pour cinq enfants, payé.e 12 euros net de l'heure. Donc pour 10 enfants, gardés 48 heures, 1 250 euros nets.

- Concernant le projet

- L'analyse de chaque proposition politique en interne à l'aune des impacts, positifs et négatifs, sur les femmes : contribution et avis contribution et avis systématique de la commission féminisme sur les travaux du conseil programmatique et sur les programmes électoraux à dater de juin 2020

Si vous voulez rejoindre les signataires [c'est par ici](#) !

Signataires

Pandora Reggiani, ancienne coresponsable de la commission féministe, cosecrétaire départementale EELV 75

Emmanuelle Pierre-Marie, élue à l'égalité femme/homme et lutte contre les discriminations, Paris12 et candidate EELV aux Municipales2020

Juliette Nitecki, membre du bureau exécutif régional EELV Ile-de-France, conseillère fédérale Ile-de-France.

Elen Debost, adjointe déléguée à la Jeunesse au Mans, Conseillère départementale de la Sarthe. Pays de la Loire.

Mathilde Tessier, coresponsable de la commission énergie, adhérente EELV PACA.

Julie Thia-Nam, membre du bureau de la commission féminisme, adhérente EELV Ile-de-France

Annie Lahmer, membre du bureau de la commission féminisme, conseillère fédérale EELV Ile-de-France

Margot Belair, trésorière de la commission féminisme, adhérente EELV Rhône-Alpes

Cyrielle Chatelain, membre du bureau de la commission féminisme, adhérente EELV Rhône-Alpes

Rosalie Salaün, responsable de la commission Féminisme

Dominique Trichet-Allaire, ancienne responsable de la commission féminisme, lanceuse d'alerte, conseillère fédérale Pays de la Loire

Anne Mikolajczak, adjointe à la Maire de Lille, conseillère fédérale Hauts-de-France

Sophie Bussière, conseillère fédérale Aquitaine

Léa Balage ELMariky, conseillère fédérale et co-secrétaire régionale EELV Ile-de-France

Charlotte Soulary, ancienne responsable de la commission féminisme, conseillère fédérale Ile-de-France

Victoria Barigant, membre du bureau exécutif départemental EELV Paris, adhérente Île-de-France